

A propos d'extractivisme

En croisant deux lectures

L'extractivisme désigne l'exploitation industrielle de la nature qui engendre "dégradation environnementales, désastres sanitaires et tragédies humaines" : c'est ainsi qu' Anna Bednik le définit dans son livre [1] signalant son intérêt pour la question lorsqu'elle a saisi dans toute sa brutalité sur le terrain, essentiellement en Amérique latine, les conflits sociaux hélas rarement victorieux ou jamais terminés, dans leur dimension tragique mais aussi dans l'organisation de la résistance des populations qu'ils induisaient : « *alliant leurs traditions et une certaine modernité, la liberté et la conscience des limites, l'attachement à un milieu, à un territoire, à une culture et l'ouverture sur le monde (...) la créativité et la délibération collective contre les plans de "développement" standardisés* » [1] p 13.

Sa parution fait écho au livre de Naomi Klein : *Tout peut changer* [8]¹. Ouvrage très documenté, plutôt bien écrit et présentant avec pudeur et simplicité un aspect personnel autour de sa maternité (ce qui n'est pas simple, surtout sur un sujet pareil). Naomi Klein y développe un constat environnemental et politique atterrissant et des solutions politiques radicales aux problèmes associés au réchauffement climatique :

« *Ce livre traite de ces solutions radicales, sur le plan social comme sur le plan politique, économique et culturel. J'y aborde moins la mécanique de la transition (...) que les obstacles politiques et idéologiques qui jusqu'ici, ont empêché la mise en œuvre à grande échelle de ces solutions, connues depuis longtemps.* » [8] p 37.

Tout en restant consciente de la difficulté de ces solutions du fait des délais face au lent réveil des consciences : « *Mes recherches m'ont menée à envisager des ripostes à ce point radicales. Je ne doute pas de leur nécessité, mais je m'interroge chaque jour sur la possibilité de leur mise en œuvre, en particulier dans un contexte où la crise du climat impose des délais très serrés, incompressibles.* » [8] p 38

Ces approches globalement analogues, très documentées et proches du terrain laissent voir une nuance entre leurs deux auteurs ([1] p 231) : soulignant que pris par l'urgence du réchauffement auquel il faudrait réagir fortement et rapidement (à savoir les engagements pris lors de la COP 21 par 150 Etats : limiter l'augmentation à +2°C à l'horizon 2100 ce qui signifie un arrêt de toute émission de CO₂ vers 2070!), Anna Bednik rappelle que le développement des énergies "bas carbone" se fait cependant en parallèle d'émissions de GES toujours croissantes et que les technologies de remplacement - éolien et photovoltaïque à développer en quantité- sont consommatrices de métaux rares tant dans leur fabrication que pour l'électronique qui les pilotera (réseau électrique intelligent pour gérer l'intermittence et la complémentarité de ces sources).

Dans son cinquième chapitre², Naomi Klein décrit l'*extractivisme* en partant de l'exemple de l'île de Nauru. L'exploitation phosphatière jusqu'au boutiste de cette île (par ailleurs menacée par la sécheresse et la montée des eaux) dont les revenus ont disparu dans un mauvais placement immobilier australien et qui est devenue le refuge de camps insalubres de demandeur d'asile (d'Irak, Iran, Afghanistan et des conflits liés au pétrole ou autres ressources) après avoir dérèglementé son économie permettant d'en faire une plateforme de blanchiment d'argent est l'exemple caricatural de notre nouvelle façon de gérer la planète : épuisement et destruction, pollution, déstructuration et paupérisation des populations, transport du problème plus loin, etc...

Le livre d'Anna Bednik nous plonge lui dans une avalanche d'exemples et de chiffres effroyables à travers le monde, notamment en Amérique du sud, relatant les luttes, les dégâts et impacts sociaux mais aussi géopolitiques : « *de la crise ivoirienne (cacao, diamants) à la bataille pour le Sahara occidental (phosphates), des rebellions touareg au nord du Niger (uranium) à celle du mouvement pour l'émancipation du delta du Niger au Nigeria (pétrole).* » (...)

« *De 1996 à 2009 (...) les différents épisodes des conflits congolais (plus de quatre millions de morts) »* suivent les cours boursiers du « *germanium, cuivre, cobalt du Katanga, coltan (tantale) et cassitérite (étain) du Kivu.* » [1] p 59 à 61.

Citant au passage le pilotage diplomatique, militaire et économique de ces zones d'extraction depuis la décolonisation par des gouvernements pourtant étrangers (la francAfrique, la Chine, etc...) qui ne font pas dans le détail pour préserver "l'intérêt supérieur de la nation" soucieux de leur "indépendance" énergétique ou minérale (cellule africaine de l'Elysée, Angolagate, pétrole algérien, uranium nigérien, guerre du Biafra, marées noires permanentes dans le delta du Niger mais aussi pression sur les minerais et pierres précieuses : Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Rhodésie, Namibie etc...).

Pour préserver le confort occidental consumériste fait d'innovations et d'obsolescence programmée que

1. un pavé de 620 pages dont 530 de texte et 90 de notes et index

2. Pour en finir avec l'extractivisme

tant de pays se mettent à vouloir imiter, les quantités de métaux extraites ont doublé depuis 25 ans : « *on s'apprête à extraire de la croûte terrestre plus de métaux en une génération que pendant toute l'histoire de l'humanité.* (...) ».

Nous qui surveillons de près la production des automobiles confondue avec notre santé économique et rêvons d'en changer régulièrement, rappelons nous que « *une voiture individuelle renferme en moyenne 20 kg de cuivre, 780 kg d'acier, 130 d'aluminium, 15 de zinc et 8 de plomb. (...) un avion, 23 tonnes d'aluminium, 17 t d'alliages de titane et 12 t d'acier* » etc...

Sans parler des *high tech* de nos smartphones changés tous les 18 mois en moyenne remplis de titane, molybdène, cadmium, cobalt, étain.. et d'or : un retour en grâce spéculatif, qui redémarre même en France ! Plus des deux tiers de l'or extrait depuis 6000 ans l'a été depuis les dernières cinquante années.

(voir [1] p 113 et 114).

L'extractivisme est ce rapport dominateur et égocentrique à la Terre, rasant des forêts matures, décapitant les montagnes pour l'exploitation minière, enfouissant ou polluant irrémédiablement les rivières et autres "mort-terrains", chassant les populations d'écosystèmes complexes (réduits à l'état de "réservoir de ressources") et les réduisant à l'état de main d'œuvre d'appoint -ou d'indésirables- sacrifiés sur l'autel du progrès.¹

Anna Bednik met donc en garde contre ce qu'elle a détecté chez Naomi Klein comme une polarisation sur le climat, la réduction du problème à une lutte contre le réchauffement climatique : « *le mouvement pour "changer le système, pas le climat" doit commencer à prendre au sérieux "l'anti-extractivisme" en ne mettant pas les émissions des GES au dessus de toutes les formes de destruction de la nature et de la vie produites par le système qu'il combat ; La lutte pour baisser les émission carbone. (...) Sans énergie et sans matières premières, notamment sans métaux, aucune des industries les plus émettrices de GES ne pourrait fonctionner.(...) les écosystèmes ne fonctionnent pas en circuit fermé et les bouleversements produits à un endroit ont fréquemment des répercussions d'ordre global ; La fonte des glaciers et du permafrost provoquée par des projets miniers, la déforestation massive due à l'avancée de l'agro-industrie sous toutes ses formes, l'inondation d'immenses superficies de forêt, de terres agricoles et de pâturages pour remplir les réservoirs des grands barrages.* » ([1] p 238-239)

Ce qui laisse grande ouverte la porte à une explosion des extractions de par le monde pour les années à venir, tant que le modèle de consommation n'est pas complètement révisé, y compris concernant les objets et produits de la vie courante : métaux (dans les peinture, fertilisants, additifs pour les verres et plastiques, pesticides ou feux d'artifice, mais aussi dans les cosmétiques, savons, déodorants, colorants : voir [2]) et tant qu'une véritable économie circulaire ne se mettra pas en place alors que les taux de recyclages restent anecdotiques (voir [1] p 103).

La géographie du monde s'en trouve modifiée : la localisation des nuisances comme le découpage géographique du territoire se font dès lors en fonction de critères *extractivistes* définissant un zonage que décrit Anna Bednik : zones de sacrifices (mines et rebus) ou de transit (routes, oléoducs), zones industrielles (de transformation), zones commerciales, zones résidentielles (de la main d'œuvre à proximité des zones d'extraction et transformation).

Pour ce qui est des origines de ce comportement, Naomi Klein les situe au XVIII^e siècle : « *les racines de la crise du climat plongent dans un des mythes fondateurs de la civilisation occidentale issue des Lumières, selon lequel l'humanité a pour vocation de dominer une nature considérée comme illimitée et entièrement maîtrisable.* » [8] p 188.

Anna Bednik décrit l'utilitarisme en citant le *Discours de la méthode* de Descartes qui y prône l'invention d'une « *infinité d'artifices qui feroient qu'on jouiroit sans aucune peine des fruits de la terre et de toute les commodités qui s'y trouvent.* » Pourquoi pas...

D'autres le feront remonter à des milliers d'années avec l'avènement de l'agriculture et du défrichage !

Ce n'est à mon sens pas tellement l'esprit des lumières dont un certain nombre de bénéfices me paraissent peu discutables, ou l'instinct de survie des hommes des cavernes (!) qui posent vraiment problème mais bien plutôt les excès des (environ) cent dernières années : l'absence de réaction concertée et l'incurie de nos gouvernants à courte vue (électorale), l'inefficacité de leurs outils de concertation (l'ONU et autres "machins" comme disait De Gaulle) piégés dans le lobbying brutal et sans scrupule des multinationales rapaces qui ont su leur imposer tant d'atteintes à l'environnement et à la santé au non du *progrès* avec des techniques d'intoxication plus que douteuses (comme celles utilisées par exemple par l'industrie du tabac et aujourd'hui par celle des pesticides). Mais aussi de nos comportements individuels peu interrogés (éducation, médias) depuis que l'on prend conscience des enjeux : soit depuis les années 60, même si Jean Baptiste Fressoz a su montrer que le souci des *circum fusa* ne date pas d'hier².

1. [8] p 187 à 198

2. [5] : fiche disponible sur mon site

Economie de croissance à tout prix

Dans son premier chapitre (La droite voit juste) Naomi Klein se situe politiquement franchement contre le capitalisme mondialisé dans ses pratiques sur le terrain annonçant que : « *La ligne de conduite des entreprises en quête de ressources naturelles deviendra de plus en plus rapace, de plus en plus violente. L'accaparement des terres arables en Afrique se poursuivra afin qu'elles fournissent aliments et combustibles aux sociétés les plus prospères, déclenchant ainsi une nouvelle vague de razzias néocolonialistes dans les endroits qui comptent déjà parmi les plus pillés de la planète.* » [8] p 67.

Mais aussi dans sa philosophie dominante, une *doxa* qui emprisonne nos gouvernants et nous imprègne jusque dans nos psychologies individuelles où chaque citoyen est vu comme une petite entreprise "atomique"¹ : « *Chacun d'entre nous a laissé s'installer quelque part en lui-même un mensonge primordial selon lequel nous ne serions qu'égoïstes et cupides machines.* » [8] p 83.

Comme Anna Bednik en a souligné l'aspect réducteur - mais pertinent ! - Naomi Klein polarise son deuxième chapitre (*Le commerce avant le climat*) , comme une tension entre capitalisme et climat. Car si pour certains les solutions relèvent d'un outil de croissance soi-disant verte, ces solutions ne parviennent pas au découplage avec les ressources matérielles : le recyclage et l'économie circulaire concernant ces matières reste illusoire. 50% des métaux sont recyclés à moins de 10%.

Leur dispersion dans l'électronique complexe de nos téléphones, ordinateurs et serveurs énergivores du *big data* comme dans nos (nombreuses) batteries ou câbles, réseaux, industries et moyens de transports, empêche une récupération efficace qui restera de toute façon onéreuse et très énergivore².

La protection du libre marché impose de rester dans un mécano économique mondial qui protège l'extraction des fossiles : « *Selon les défenseurs des accords commerciaux, les mesures de soutien (...) [aux énergie renouvelables] faussent le libre marché et doivent donc être supprimées. (...) La principale faiblesse de ces arguments réside dans l'idée voulant qu'il existe, en matière d'énergie, un libre marché à protéger des distorsions de la concurrence. Non seulement les sociétés pétrolières reçoivent des subventions oscillant entre 775 et 1000 milliards de dollars par an à l'échelle mondiale, mais elles jouissent sans frais du privilège d'utiliser l'atmosphère [ajoutons : l'aqua-sphère et de vastes contrées riches en biodiversité dans le cas des mines et hydrocarbures non conventionnels.] - un bien collectif- comme un vaste dépotoir gratuit.* » [8] p 91.

A propos des règles commerciales imposées aux Etats par l'OMC, Joseph Stiglitz déclare : « *Doit-on, parce qu'ils ont concocté un système dont ils ne saisissent pas les enjeux, laisser une bande de juristes stupides faire obstacle au sauvetage de la planète ?* » [8] p 94.

Les nouveaux accords de libre-échange, comme celui qui se prépare entre l'Europe et les États-Unis (TAFTA), le Partenariat TransPacifique, ou l'accord entre l'union européenne et le Canada, qui cherchent à s'imposer à travers la planète sont ainsi dénoncés :

« *jusqu'à quel point les dispositions permettant aux sociétés privées de poursuivre les états ayant promulgué des lois pouvant nuire à leur rentabilité dissuaderont-elles les gouvernements d'adopter des mesures anti-pollution strictes ?* » [8]p 98.

Cette recherche du profit des multinationales "hors sol" pose la question de la responsabilité des Etats dans les traités économiques et de la gestion des délocalisations de production donc des émissions carbone : « *les émissions provenant du transport international de marchandise (des années 1990 aux années 2010, le trafic de porte-conteneurs a augmenté de près de 400%) ne sont officiellement attribuables à aucun Etat, si bien que personne n'a la responsabilité de les réduire. (...) la hausse des émissions attribuable à la production dans les pays en développement de biens consommés dans les pays industrialisés s'avère six fois plus importante que la baisse des émissions observée dans ces deniers pays*³ » [8] p 101.

Cette hyper production dictée par une demande que stimulent marketing et course à l'innovation, peut se

1. voir *l'homme entreprise* dans mon texte sur l'Economie (2010) s'appuyant sur le cours de Foucault [4]

2. Dans *La troisième révolution industrielle* [9], Jérémy Rifkin postule que les révolutions industrielles résultent de la rencontre d'une source d'énergie et d'un moyen de communication : la première révolution industrielle (XVIII^e siècle) naîtrait du charbon et de la machine à vapeur. La seconde du pétrole, de l'électricité et du moteur à combustion. Aujourd'hui, face à l'urgence, Rifkin propose une troisième révolution croisant les énergies renouvelables à partir de "cinq piliers" : le passage aux énergies renouvelables, la transformation des bâtiments en micro-centrales, le stockage de l'énergie sous forme d'hydrogène et comme moyen de communication l'internet (des objets) pour réguler la distribution d'énergie au niveau mondial. Mais il occulte un peu vite l'épuisement des ressources nécessaires à ces transformations (métaux rares par exemple) et les problèmes de rendements ou d'échelles de production pour garantir un niveau équivalent à nos consommations même diminuées, sans parler du rêve de la voiture électrique. Son positionnement assez satisfait comme conseiller des "grands" de ce monde ne laisse pas tant d'espoir quant aux bouleversements envisageables tellement les pratiques semblent devoir ne pas changer. Si ce n'est pas du *greenwashing*, ça y ressemble beaucoup : que tout change (enfin pas trop) pour que rien ne change ?

3. *Proceedings of the natural academy of sciences* -vol 108 - 2011.

parer des meilleures promesses dans le concept de *croissance verte*. Les technologies "vertes" sont prédatrices comme on l'a vu de métaux rares dont l'extraction irréversiblement très polluante est destructrice de biodiversité et de paysages, et spoliatrice des populations qui vivent au dessus. Elles s'inscrivent dans ce paysage bloqué alors qu'elle voudraient faire croire qu'elles sont un changement de pied.

Ce tour de passe passe est dénoncé par Jean Baptiste Fressoz [6], historien des sciences, lorsqu'il explique qu'en fait de transition énergétique, on assiste depuis toujours à un empilement des extractions dans l'histoire : « *on ne passe pas du charbon au pétrole, puis du pétrole au nucléaire. L'histoire de l'énergie n'est pas celle de transitions, mais celle d'additions successives de nouvelles sources d'énergie primaire (...) on n'a jamais brûlé autant de charbon qu'en 2013 (...) la notion de transition empêche de voir la persistance des systèmes anciens.* »

Le piège de notre modèle économique qui contamine notre imaginaire social et notre rapport à la nature est que si la rareté a toujours été une contrainte en économie, on pouvait encore compter sur un réservoir de ressources apparemment quasi-infini au XIX^e siècle avec un milliard d'habitants. Mais la rareté concerne maintenant une majorité de ressources naturelles et les techniques d'extraction chargées de rassasier nos appétits devenus fous s'avèrent maintenant dangereuses pour les équilibres écologiques globaux de la planète et la biodiversité donc pour notre survie.

Les moyens pour répondre à de tels enjeux dépassent la bonne volonté de monsieur tout-le-monde pris dans un système auquel il ne peut échapper : « *Si nous avons placé nos œufs dans un même panier de l'écotechnologie et de l'efficacité énergétique, c'est précisément parce que ces innovations s'inscrivent sans encombre dans la logique du marché : elles nous encouragent à acheter de nouvelles voitures, etc (...) Toutefois pour qu'une telle stratégie de diminution des émissions par la demande ait la moindre possibilité d'atteindre la portée requise, elle ne doit pas être laissée à la bonne volonté de ces citoyens qui, dans leurs vêtements recyclés, fréquentent le marché fermier du dimanche après-midi pour acheter leurs produits du terroir préférés. Seules des politiques de portée générale pourront faciliter l'adoption d'habitudes de consommation à faibles émissions par le plus grand nombre.* » [8] p 113.

Naomi Klein évoque alors une liste de mesures politiques écologistes à soutenir (qu'on trouvera dans à peu près tous les programmes des partis écologistes, hélas en France invisibles et pulvérisés), une remise en cause du calcul du PIB et un inventaire des pistes de croissance et décroissance sélectives à développer en évoquant les travaux de Tim Jackson (*Prosperité sans croissance* [7] : précairement résumé sur mon site), la baisse du temps de travail, le revenu minimum garanti "*ayant un effet dissuasif sur la création d'emplois merdiques*" (voir [8] p 117).

Planifier, interdire

Une réaction possible sinon "normale" face à cet état des lieux en contemplant les résultats des dérégulations des années 80-90 et de la crise de 2008, est donc bien dans un premier temps de se tourner vers les Etats, puisqu'il semble que l'on soit impuissant à l'échelle individuelle quand on ne se trouve pas directement confronté à une expulsion minière.

Dans son chapitre *Pour une gestion publique de l'énergie*, Naomi Klein souligne ainsi qu' « *il existe un lien évident entre la gestion publique de l'énergie et la capacité d'une collectivité à tourner le dos aux énergies polluantes;* ». Et de citer des exemples en Europe du Nord ou aux Etats-Unis, justifiés par une étude de l'université de Greenwich stipulant que " « *les firmes privées ne peuvent investir dans les énergies renouvelables à l'échelle requise (...) 100% de l'énergie totale consommée dans le monde pourrait être fournie d'ici 2030 par des installations éoliennes, hydroélectriques ou solaires (étude des universités de Stanford et Californie).* » [8] p 122-124.

Le constat est clair mais l'ampleur de la tâche laisse rêveur surtout dans l'urgence. Le département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) chiffre « *l'éradication de la pauvreté et la satisfaction des besoins alimentaires sans dégradation des ressources et du climat à 1900 milliards de dollars par an pour les prochaines quarante années.* » [8] p 134.

Pour Naomi Klein, cette somme peut être financée¹ par les mesures suivantes :

- une taxe sur les transactions financières (650 milliards selon le parlement européen),
- une taxe sur la fortune des milliardaires (proposée par l'ONU : 46 milliards)
- une taxe de 50 dollars par tonne de CO₂ (450 milliards : rapport FMI, OCDE)
- Elimination des paradis fiscaux (190 milliards),
- une baisse de 25% des financements militaires

Vingt années ont été perdues qui nous mettent dans l'urgence et on peut regretter² l'occasion manquée d'Obama lors de la crise financière de 2008. Paralysé par l'idéologie dominante, il n'a pas profité de la perte de confiance ni de la position de faiblesse des banques et des industries automobiles, pour utiliser sa récente

1. [8] p138-139

2. chapitre 4 : *Planifier et interdire*- [8] p 145-160

légitimité démocratique et bâtir la nouvelle économie promise en campagne.

Naomi Klein souligne qu'il lui a manqué le soutien d'un puissant mouvement social et appelle à une réflexion politique pour planifier la création d'emplois et la décentralisation-relocalisation équitable pour les territoires comme pour les marchés dans les nouveaux secteurs induits par la transition énergétique et environnementale. Elle cite notamment les exemples de l'Allemagne et du Danemark : énergie, transports, agro-écologie (plus productive qu'avec intrants chimiques et moins dangereuse), re-localisation des productions (circuits courts), amélioration de la démocratie locale, etc...

Mais ce chapitre contient aussi le mot *interdire* : Devant les destructions massives, l'ampleur des investissements et donc les durées qu'imposent les exploitations géantes de charbon ou de gaz et pétroles non conventionnels¹, comme devant la construction de l'oléoduc Keystone XL², Naomi Klein voit surgir (et participe à) des mobilisations sans précédent de la population civile.

En effet l'énormité des investissements laisse comprendre que : « *les gouvernements n'imposeront pas de réduction des émissions de GES d'ici vingt-cinq à quarante ans. (...) [alors que] les économies des pays développés devront avoir amorcé leur transition énergétique d'ici 2020 en vue d'avoir entièrement renoncé aux combustibles fossiles en 2050.* » [8] p 173.

Les majors des énergies fossiles sont piégées dans des investissements à longs termes d'exploitation de réserves polluantes à haut risque et c'est « *une responsabilité fiduciaire envers des actionnaires qui, chaque année, exigent de toucher les mêmes dividendes astronomiques. Ce qui impliquerait l'émission "obligée" de 2795 milliards de tonnes (Gt) de CO₂.* » au regard des réserves ainsi exploitables, là où l'atmosphère peut en absorber 565 Gt d'ici 2050 pour rester sous la barre des +2°C : « *la crise du climat n'est pas compatible avec la survie de l'une des industries les plus rentables du monde.* » [8] p 175-176.

Il faudrait donc laisser 80% d'une manne estimée à 27000 milliards de dollars³ : une lutte difficile face à des groupes aux moyens considérables⁴, persuadés que les réserves d'hydrocarbures ne seront jamais un "actif délaissé" et dont le cours de bourse ne bouge pas au lendemain des sommets pour le climat.

Que faire ?

« *L'hydre n'a pas de cœur. Le système n'est pas contenu dans les normes et les lois qu'il contribue à produire, il ne se résume pas non plus aux intérêts des riches et des puissants à sa reproduction, il ne repose pas tout entier dans notre dépendance à l'égard des artifices qu'il fabrique et qui nous emprisonnent. Il tient à tout cela à la fois, et aussi au rapport prédateur du monde intériorisé aujourd'hui par une large majorité de Terriens.* » [1] p 250.

Devant l'atonie des politiques, l'absence de contrôles des lobbies et la résignation des populations, Naomi Klein propose -avec une naïveté subtilement mesurée- une mobilisation citoyenne pour faire pression sur les élus pour retrouver "*les outils qui ont permis aux mouvements du passé de se constituer et d'exister*". Arguant que, compte tenu des acteurs mis en cause, la lutte pour le climat est la même que celle pour la création de bons emplois, la justice et l'équité sociale : « *c'est le système qui doit changer, pas le climat.* » [8] p 183.

Pour ce qui est des négociations organisées par l'ONU (les COP) cherchant depuis vingt-cinq ans à réduire les émissions de GES, leur résultat est des plus discutables puisque ces émissions ont grimpé de 60%. Face à la désintégration des institutions publiques, des partis et syndicats que nourrit une grandissante individualisation (à opposer à l'individuation : voir [3]), face à la dispersion de l'attention et de la réflexion favorisées par les nouveaux outils numériques (tout le monde reste le nez sur son portable sans déconnecter de la *matrice* big data qui formate les consommateurs et les surveille sur les réseaux sociaux - réseaux par ailleurs utiles aux mobilisations citoyennes : rien n'est simple!), face à la lenteur et à la faible perception (éducation et médias ouvrent les yeux bien lentement...) des changements en cours (perte de perception du temps long) et l'effacement du rapport à la nature où nous ne savons plus trouver notre subsistance directement (au jardin) ou plus simplement une source de contemplation, face à ce contexte issu de 150 ans de capitalisme : Naomi Klein tend à considérer comme finalement peu efficaces⁵ -mais pas inutiles!- les mobilisations des organisations à structure "horizontales" dépourvues de dirigeants identifiables.

Anna Bednik, au contraire, souligne que ce caractère informel des organisations résistantes leur confère de

1. L'extraction de schistes bitumineux à Kearl en Alberta couvre 200 km² pour un budget de 13 milliards de dollars

2. oléoduc que l'entreprise TransCanada voulait construire depuis les sables bitumineux de l'Alberta jusqu'au golfe du Mexique : projet bloqué par Obama en novembre 2015.

3. recherche du groupe londonien Carbon Tracker Initiative menée en 2011

4. Aux USA : 400000 dollars dépensés par jour en lobbying auprès du gouvernement, 73 millions pendant les campagnes de 2012.

5. [8] p 186

la résilience sur le terrain des luttes et autres ZAD (zone à défendre) ou Blockadia¹ face aux services de renseignement, milices, forces militaires ou de police, notamment dans les régimes autoritaires.

Le caractère "offensif" de ces propositions chez les deux auteurs peut laisser dubitatif l'européen moyen qui n'a pas connu la violence et la ruse des procédés² utilisés par les industriels avec le soutien des gouvernants soucieux du court terme électoral ou des oligarchies qu'ils représentent réellement ou dont ils font partie.

Si la mobilisation n'est pas généralisable, on peut toutefois tenter d'agir pour une plus grande information des populations par l'éducation aux enjeux et à la veille citoyenne (les mines ne font pas beaucoup de publicité quand elles cherchent à s'installer). Il faut que les associations communes et partis politiques catalysent une meilleure coordination pour cette veille et quand il est trop tard : entre les zones de luttes pour les gens qui ont le courage de s'y engager. Mais le commun des mortels ne développe pas une culture de zadiste aussi facilement (peur du fichage, peur de perdre son travail ou son logement, de violences, etc...) et c'est pour ça que doit se développer le terrain associatif en amont.

Un combat local *nimby*³ (pas chez moi) peut alors devenir plus structuré et réfléchi : *nina* (ni ici ni ailleurs) et s'il peut sembler dérisoire, il fait néanmoins face à cette logique commune aux autres menaces et donc fait parti de l'émancipation de ce paradigme dominant et mortifère de l'extractivisme.

Comme Anna Bednik, Naomi Klein compte sur la mise en réseau de ces mobilisations citoyennes :

- L'organisations *350.org* prônant le désinvestissement des entreprises dans les énergies fossiles dans l'espoir que ça enclenche un processus dé-légitimant moralement les profits qui en sont issus.
- L'association *aldeah.org*⁴ qui travaille à « *Partager l'information et les expériences qui peuvent s'avérer utiles à tous ceux qui - citoyens, acteurs des mouvements, chercheurs, journalistes, etc. - s'intéressent à l'extractivisme et aux mouvements socio-environnementaux.* ».

En conclusion, on peut reprendre l'analyse d'Anna Bednik qui considère que ces usages militants « *rattrapent et dépassent [la] théorisation [du terme "extractivisme"] naissante ; qu'en cherchant à désigner l'hydre qui dévore, partout sur la planète, les territoires et leurs "ressources", ils nous invitent à regarder comme un ensemble les ravages produits par son avancée, sans établir de hiérarchie entre les différentes échelles spatiales- le local, le national et le mondial-, ni entre l'injustice économique du pillage et toutes les formes d'injustice et de destruction.* » [1] p 58.

Cette sensibilisation nous est peut-être encore étrangère en Europe, mais le *renouveau minier européen* est formalisé depuis 2008 par la Commission européenne qui flèche comme "*essentiels*" pour l'économie les antimoine, béryllium, cobalt, fluorine, gallium, germanium, graphite, indium, magnésium, niobium, tantale, platinoïdes, terres rares et tungstène. Tous ces "*petits métaux*" que l'on se met à rechercher en France en même temps qu'on préserve une "*diplomatie des matières premières*"⁵ (bel euphémisme). A suivre ?

Références

- [1] Anna BEDNIK. *Extractivisme, Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances.* le passager clandestin, 2016.
- [2] DE GUILLEBON Benoit BIHOUX Philippe. *Quel futur pour les métaux ?* EDP Sciences, 2010.
- [3] Cynthia FLEURY. *Les irremplaçables.* nrf -Gallimard, 2015.
- [4] Michel FOUCAULT. *Naissance de la biopolitique.* hautes études- Gallimard- Seuil, 2004.
- [5] Jean Baptiste FRESSOZ. *L'apocalypse joyeuse.* UH-Seuil, 2012.
- [6] Jean Baptiste FRESSOZ. L'histoire désorientée. *Entropia n°15*, automne 2013.
- [7] Tim JACKSON. *Prosperité sans croissance.* Etopia -De Boeck, 2010.
- [8] Naomi KLEIN. *Tout peut changer, capitalisme et changement climatique.* Actes Sud - Lux, 2015.

1. Blockadia : lieux d'occupation et de lutte contre des projets d'extraction : mine, terminal d'exportation, fracturation hydraulique. Regroupement transnational aux techniques innovantes et audacieuses initiées essentiellement dans l'hémisphère sud dans les années 1990. par exemple lors de la lutte victorieuse du peuple Ogoni au Nigeria pour chasser Shell de leur territoire : selon l'interview de N.Klein sur <http://www.bastamag.net/>

2. voir le chapitre 6 de [8] (p 221-225) où l'auteure présente les associations environmentalistes bidon que les industriels sont capable de créer pour occuper les terrains qui les intéressent en prétendant protéger les espèces qui y vivent.

3. not in my back yard

4. Alternatives au Développement Extractiviste et Anthropocentré

5. voir [1] p 87-88

[9] Jérémy RIFKIN. *La troisième révolution industrielle*. Babel -Actes Sud, 2013.